

# CRÉONS DEMAIN

N° 04 - OCTOBRE 2017 - TRIMESTRIEL

ecolo



PB-PP | B-00802  
BELGIE(N)-BELGIQUE

CHARLEROI X  
P 201087

## GÉNÉRATIONS ~~AUTOMOBILES~~



INTERVIEW ALAIN ERALY  
CRISE POLITIQUE OU CRISE DU POLITIQUE ?

COP23 — Un sommet de transition ?

#CRÉONSDEMAIN



04



27

# SOMMAIRE

## ÉDITO

Faire place aux enjeux d'avenir : notre job ! ..... 03

## LE DOSSIER

Les nouvelles pratiques de mobilité arrivent ..... 04

Lyon se libère de la voiture ..... 07

Caramigo, wibee, cozycar, ...  
partagez votre propre voiture ..... 08

Interview de Thomas Hermine,  
fondateur de nextmoov. .... 09

## ECOLABS

Le pass MultiMobil ..... 10

Revenu de base – Quelle(s) solidarité(s) demain ? ..... 11

Enseignement – Quand l'enseignement  
retourne sur les bancs de l'école ..... 11

## EUROPE

L'Europe sociale à l'épreuve  
du détachement des travailleurs ..... 12

## INTERNATIONAL

Climat : Après Paris... Bonn ..... 14

LES PAGES RÉGIONALES ..... 16

## ETIOPIA

3 questions à Olivier Petit  
sur la transition démocratique ..... 18

## VUE DE FLANDRE

Ville de Gand : POUR les enfants ..... 20

## CQFD

Emploi et climat : l'équation compatible ..... 21

## L'INTERVIEW

Crise politique ou crise du politique ? ..... 22

## ECOLOJ

La rue, le harcèlement, la loi ..... 25

LES COMMUNES EN MARCHÉ ..... 26

## LIFESTYLE

Votre vin, vous le prenez bio ou naturel ? ..... 28

BIEN MANGER ..... 30

AGENDA ..... 31

REJOIGNEZ-NOUS ..... 32

**CRÉONS DEMAIN – ECOLO**  
N° 04 – OCTOBRE 2017 – TRIMESTRIEL

RÉDACTEUR EN CHEF

**Pascal Devos**

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

**Bastian Petter & Céline Deprez**

ONT ÉGALEMENT PARTICIPÉ  
À L'ÉLABORATION DE CE NUMÉRO :

**Annie Pierret, Antoine Mariage, Benoît Dive, Christina Dewaert, Christophe Derenne, Claire Deliege, Claude Vernay, Diane Auchapt, Guillaume Defossé, Hélène Wallemacq, Jonathan Piron, Julien Vandeburie, Laura Goffart, Laurence Doods, Lauriane Douchamps, Luc Barbé, Marc Duchateau, Margaux De Ré, Martine Engels, Michel Genet, Nicole Maréchal, Olivier Derruine, Pascale Ambuhl, Patrick Dupriez, Vincent Debruyne, Zakia Khattabi**

GRAPHISME  
**exnihilo.be**

**Créons Demain** est imprimé sur du papier 100% recyclé, certifié FSC\*. Les encres utilisées sont sans alcool : les substances à impact faible sur l'environnement sont systématiquement privilégiées, notamment grâce à l'emploi d'encres végétales et alimentaires. L'imprimerie produit une partie de son électricité au moyen de panneaux photovoltaïques. Ses déchets sont soigneusement recyclés.

\* Certificat n°SGSCH-COC-006801

# FAIRE PLACE AUX ENJEUX D'AVENIR : NOTRE JOB !

En débranchant la prise des Gouvernements régionaux et communautaire pour sauver les meubles de la maison cdH, Benoît Lutgen a fait bien plus qu'hypothéquer le fonctionnement normal de ces Gouvernements. Par ce geste et les semaines de cacophonie qui ont suivies, le cdH a creusé un peu plus encore le fossé qui sépare les citoyens du politique.

Aujourd'hui, les motifs de la crise n'ont pas disparu et le couple divorcé PS-cdH se voit contraint de poursuivre sous le même toit à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles, dans des conditions de collaboration qui s'annoncent difficiles.

De notre côté, nous avons profité de cette crise pour mettre à l'ordre du jour l'assainissement des

pratiques politiques. Aujourd'hui, nous entendons les traditionnels dinosaures de la scène politique belge parler de «décumul intégral», de «suppression des provinces», de «limitation des conflits d'intérêts». Autant d'objectifs que les écologistes poursuivent avec ardeur depuis leur création. Si l'intensité des réformes sera sans doute insuffisante, nous avons réussi à provoquer un changement de trajectoire en matière de pratiques politiques. Et cette (r)évolution, c'est notre victoire !

Cet exemple illustre le rôle-clé des écologistes : mettre à l'agenda démocratique les débats essentiels pour notre avenir et le bon fonctionnement de nos institutions. Et ça marche ! Ce que nous avons réussi en matière de bonne gouvernance, nous sommes en train de le réussir également en matière de mobilité, où le Gouvernement fédéral s'intéresse de plus en plus à une de nos propositions phares : un budget mobilité pour tout le monde.

Dans le dossier de ce numéro, nous vous proposons de plonger avec nous dans la mobilité du XXI<sup>e</sup> siècle : efficace, écologique, conviviale et solidaire. Bonne lecture !

**Zakia KHATTABI  
et Patrick DUPRIEZ,  
Coprésidents d'ECOLO**



# LES NOUVELLES PRATIQUES DE MOBILITÉ ARRIVENT

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LA VOITURE PERD DU TERRAIN CHEZ LES JEUNES, QUI NE LA CONSIDÈRENT PLUS COMME UN MARQUEUR SOCIAL. ET POURTANT, ILS NE SE DÉPLACENT PAS MOINS QUE LEURS AÎNÉS. MAIS ILS ONT INTÉGRÉ D'AUTRES RÉFLEXES ET PROFITENT PLEINEMENT DES NOUVELLES OPPORTUNITÉS. CAR, AU CHANGEMENT CULTUREL, SONT VENUES S'AJOUTER DES ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES QUI PERMETTENT DE MODIFIER LA MANIÈRE DE NOUS DÉPLACER. BIENVENUE DANS LA MOBILITÉ DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE !

Avant d'effectuer un déplacement, nous sommes de plus en plus nombreux à avoir recours à une ou plusieurs applications mobiles permettant de disposer d'informations prédictives sur les temps de parcours, les itinéraires les plus fluides, la disponibilité

d'offres de mobilité, etc. Grâce à ces informations, nous décidons alors des moyens de transport les plus adaptés et de leur combinaison entre eux. Bienvenue dans l'ère de la multimodalité, où l'information en temps réel joue un rôle prépondérant.



*“En fonction du jour, de l'heure ou du motif du déplacement, on privilégiera plutôt tel transport ou mix de transports, en jouant sur les avantages de chacun d'eux au moment du déplacement.”*

On estime qu'il y a aujourd'hui en circulation dans le monde plus de 50 milliards de données numériques. Des données produites en flux permanent par les utilisateurs eux-mêmes, mais également par les entreprises et les pouvoirs publics. Analysées en temps réel, ces informations fournissent aux pouvoirs publics, mais également aux utilisateurs, une mine de renseignements qui permettent d'envisager autrement nos déplacements.

Car aujourd'hui, on pense et on bouge multimodal. Une notion qui repose sur la possibilité de choix. En fonction du jour, de l'heure ou du motif du déplacement, on privilégiera plutôt tel transport ou mix de transports, en jouant sur les avantages de chacun d'eux au moment du déplacement. Objectif : se rendre plus vite et de manière plus écologique d'un point A à un point B. Cela signifie donc des offres de transport complémentaires plutôt que concurrentes, moins d'autosolisme et plus de partages, ainsi que des infrastructures à la hauteur.

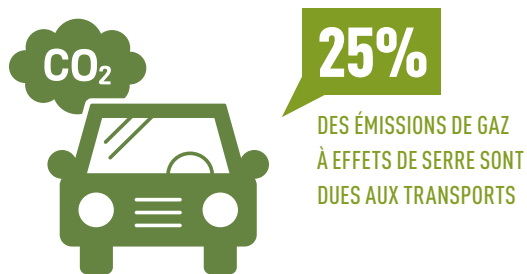
### DES VOITURES PARTAGÉES

Pour y parvenir, outre l'enjeu de l'information, il y a donc celui de la diversification des offres et des modes de transport. En la matière, la voiture partagée est en train de renverser complètement le rapport classique à l'automobile.

On estime qu'une voiture partagée remplace 7 à 8 voitures individuelles, qui ne sont en moyenne utilisées que 5% du temps. Des systèmes de partage de voiture entre particuliers voient le jour un peu partout.

### UN BOUQUET DE SERVICES

Imaginez qu'en souscrivant un abonnement en transports en commun, vous receviez en même temps des réductions pour louer un vélo ou une voiture, stationner en ville, etc. Impossible dites-vous ? De nombreuses villes ont déjà adopté de tels bouquets de mobilité, comme à Lyon. Ces tarifications intégrées ont pour objectif de faciliter le passage d'un mode de déplacement à l'autre et de diminuer la présence de la voiture en ville. Un tel dispositif est indispensable pour penser la mobilité de demain. En Belgique, des propositions sont aujourd'hui sur la table (cf. Ecolab Mobilité, p.10).



### DES INFRASTRUCTURES ADAPTÉES POUR UNE MOBILITÉ PLUS DURABLE

Afin de sortir du tout à la voiture, en ville comme dans les campagnes, il faut développer de nouvelles infrastructures. « Malheureusement, la Belgique est trop frileuse. Les investissements sont encore à la traîne, que ce soit dans le rail, les

transports en commun ou ce qu'on appelle les nouvelles infrastructures zéro émission», regrette le député vert Jean-Marc Nollet qui demande que le gouvernement fédéral intègre ces investissements pour une «autre mobilité» dans le cadre de son pacte pluriannuel pour lequel Charles Michel annonce 60 milliards d'euros d'ici 2030.

Aujourd'hui, 25% des émissions de gaz à effets de serre sont dues aux transports, et cette part va croissant ces dernières années. «Pour réduire par quatre le rejet de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère en 2050, la Belgique devra donc faire preuve d'audace et d'ambition et agir dans trois directions», explique le député Arnaud Pinxteren.



© skynesher



© Pixabay

## Lyon se libère de la voiture

Ville comparable à Bruxelles en terme de densité de population et de vallonnement de son territoire, Lyon a réussi à diminuer la pression automobile de près de 20% en dix ans (entité Lyon-Villeurbane) et de près de 10% sur l'ensemble de l'aire métropolitaine.

Pour arriver à ce résultat, les autorités lyonnaises ont renforcé les transports publics en réintroduisant le tram en 2001, favorisé le partage de voitures et de vélos et misé sur la multi-modalité. C'est ainsi que le site internet Onlymoov fournit une série d'informations en temps réel : densité du trafic, événements perturbants (accidents, grèves, bouchons...), disponibilités de stationnement, itinéraires vélos, etc.

A côté de ces informations en temps réel, qui peuvent avoir un effet dissuasif sur l'usage de la voiture, la ville a mis en place un bouquet de services mobilité : «Citiz LPA», un système de voitures partagées qui offre également des réductions sur les abonnements de transports en commun et de vélos. À la sortie du train, disposez d'une voiture libre service en gare ! Vous avez dit multi-modal ? ■

[www.onlymoov.com](http://www.onlymoov.com)

*Il faudra poursuivre le développement des réseaux de transports en commun en favorisant autant que possible les transports de surface comme le tram, moins onéreux et plus rapide à mettre en place que le métro, réduire l'autosolisme et favoriser les modes de transports actifs grâce à des infrastructures sécurisées ».*

Nous sommes aujourd'hui à un tournant. Nos villes ont besoin d'air. La possession et l'utilisation de la voiture perdent du terrain chez les plus

jeunes. Les nouvelles technologies permettent des déplacements plus écologiques, plus diversifiés et des temps de parcours mieux adaptés aux contraintes du trafic. Il n'en reste pas moins que cette inclination vers une mobilité vécue positivement doit encore s'imposer au plus grand nombre. Et qu'à côté de la mobilité en ville, celle dans nos villages reste un défi important qui peut se résoudre avec des recettes semblables, mais dans des proportions adaptées. ■



© Seb Oliver

### CARAMIGO, WIBEE, COZYCAR, ... **PARTAGEZ VOTRE PROPRE VOITURE**

Comme la plupart des voitures en notre possession, la vôtre reste immobilisée 95% du temps. Ce temps peut aujourd'hui être rentabilisé, et ce grâce aux plates-formes de partage de voitures personnelles. Avantages de cette formule ? Une voiture partagée remplace jusqu'à 8 voitures. Huit voitures qui ne prennent pas de place de parking et qui ne polluent pas lors de leur fabrication (ce qu'on



appelle l'énergie grise). Tout bénéfique pour l'environnement, mais aussi pour le locataire qui évite les coûts fixes d'une voiture (achat, assurance,...) et le propriétaire, qui rentabilise son bien. ■



# « Demain plus personne ne possédera son propre moyen de locomotion »

## INTERVIEW

L'analyse en temps réel des données sur les embouteillages, accidents, travaux,... permet une organisation plus efficace de la mobilité. Elle permet aussi aux usagers d'adapter au mieux leurs choix de mobilité en fonction d'une série de variables. **Thomas Hermine**, fondateur de nextmoov, est spécialisé dans l'analyse de ces données. Il nous explique le potentiel de ce qu'on appelle aussi l'« urban data ».

### ***Quel est le potentiel de l'analyse en temps réel des données en matière de mobilité ?***

Avant d'analyser, il faut être en mesure d'informer correctement. Et là, on constate déjà deux poids deux mesures. Voyez comment l'information d'un accident sur la E40 est rapidement diffusée (Spot radios, GPS, Google Maps) et comparez cela avec la manière dont est répercutée celle d'un retard de bus. Informer, c'est garantir le confort des usagers, qui peuvent alors trouver des alternatives. Sans ça, pas d'analyse.

### ***L'analyse des données, c'est la panacée pour des villes sans embouteillage demain ?***

L'analyse des données temps-réel permettrait d'anticiper l'état du réseau et de proposer des alternatives. Analyser, c'est une histoire d'algorithmes. Quant à la technologie, elle est déjà là ! Ce qu'il manque, ce sont les moyens que se donnent les sociétés de transports pour les développer...

### ***Vous avez fait de l'accès libre aux données un de vos combats. Pourquoi ?***

D'abord parce que ces données sont publiques.



Ensuite, parce qu'elles gagnent à être mises dans les mains de ceux (et je pense qu'on en fait partie avec nextmoov) qui sont prêts à les utiliser pour innover.

### ***Si tout était possible, comment verriez-vous la mobilité de demain ?***

Demain, plus personne ne possédera son propre moyen de locomotion : voitures partagées (autonomes, évidemment !), vélos partagés, trains et bus, bref, une mobilité au service des citoyens. ■

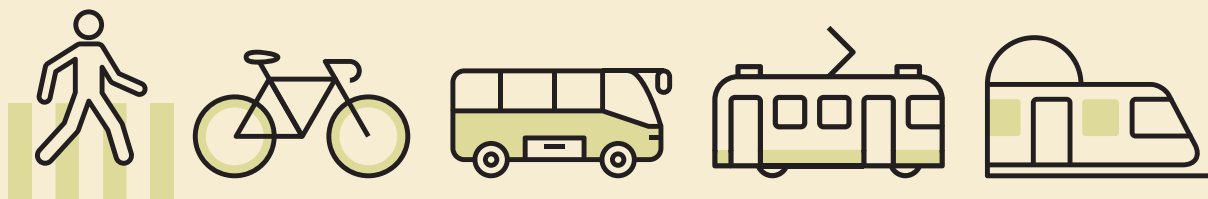
## LE PASS MULTIMOBIL :

### METTRE LA BELGIQUE EN ROUTE POUR LA MOBILITÉ DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

La multi-modalité partagée est en train de faire ses preuves un peu partout dans le monde. Pour faciliter cette nouvelle manière de se déplacer, plus durable, plus souple et plus partagée, il s'agit de proposer aux utilisateurs un bouquet d'offres de mobilité. Réuni à l'occasion d'un Ecolab sur la mobilité, ECOLO propose de créer un pass "MultiMobil".



*“Le pass ne comprend aucune exclusivité sur certains moyens de transport : toutes les solutions doivent s'intégrer et non s'exclure.”*



Ce pass serait composé d'une quantité de déplacements et de services (carburant, trajets de transports en commun, trajets en véhicules partagés, entretiens, etc). Distribué sous forme d'une «allocation mobilité» à tous, offerte sans contrepartie, il s'ajouterait au «budget mobilité» tel que prévu par les écologistes pour les déplacements domicile-travail. Ce budget octroyé à tous les travailleurs remplacerait le système des voitures de société, extrêmement polluantes.

Ce pass serait accompagné d'une application «mobilité sans exclusive» qui garantirait un accès

libre des citoyens à l'ensemble des offres et applications de mobilité. Le pass ne comprend en effet aucune exclusivité sur certains moyens de transport : toutes les solutions doivent s'intégrer et non s'exclure. Avec cette proposition, pour bénéficier des meilleurs tarifs et services, l'utilisateur devrait payer un seul abonnement pour plusieurs sociétés de transport (en commun, de location de voitures partagées, etc). ■

Retrouvez les informations de l'Ecolab mobilité sur [www.ecolo.be](http://www.ecolo.be)



# ECOLAB REVENU DE BASE

Quelle(s) solidarité(s) demain ?



La protection sociale, basée sur les modèles de travail salarié, de famille traditionnelle et de croissance économique perpétuelle est en décalage avec les évolutions de notre société.



LE 3 DÉCEMBRE 2017,  
À BRUXELLES.

De nouvelles formes de familles sont apparues, et le modèle du ménage à un seul revenu pose question. Alors que les cotisations sont perçues de manière individuelle, il n'en va pas de même pour l'octroi des prestations. Le monde du travail rencontre lui aussi de profondes mutations : automatisation des tâches, délocalisation, hybridation des statuts et des parcours, activités complémentaires, impact du numérique, etc.

Face à ces mutations, il est devenu nécessaire de repenser nos solidarités. Parmi les propositions sur la table, il en est une particulièrement audacieuse et novatrice : celle sur le revenu de base, qui suscite de nombreux débats.

Cet Ecolab permettra de présenter les propositions d'Ecolo sur l'avenir de notre protection sociale, afin de donner à chacun les moyens de son autonomie. ■



# ECOLAB ENSEIGNEMENT

Quand l'enseignement retourne sur les bancs de l'école

Les tests de performance, les évaluations communes, les difficultés de remédiation, l'ennui des élèves, le désarroi des enseignants, la frustration des parents... autant de signes que l'école a aussi besoin de sa « transition ».

Pour changer l'école, Ecolo vous invite à parler enseignement sur le format... d'une journée d'école ! Lors de modules de 50 minutes – la durée d'un cours –, nous explorerons différentes pistes pour une transition pédagogique.

Au programme de cet Ecolab :  
Quel rythme pour la journée et l'année scolaires ? Comment intégrer les écoles dans la vie du quartier ? Comment sortir de la logique de compétitivité et privilégier la collaboration ? Quels aménagements pour verdir nos écoles ? Venez en débattre ! ■



LE 4 FÉVRIER 2018,  
À ATH.

# L'EUROPE SOCIALE À L' DU DÉTACHEMENT DES

La question du détachement des travailleurs – cette fameuse histoire du plombier polonais – est un serpent de mer européen qui revient régulièrement dans l'actualité... et qui reviendra prochainement.

La Commission a présenté, en 2016, un nouveau texte, qui a déjà déclenché une passe d'armes entre États membres. Mais les négociations entreront véritablement dans le vif du sujet en ce mois d'octobre, pour aboutir d'ici la fin de l'année, on l'espère, à de nouvelles règles plus respectueuses des travailleurs.

les plus affectés sont la construction (42% des détachements), l'industrie (22%), l'éducation et les services sociaux (13,5%).

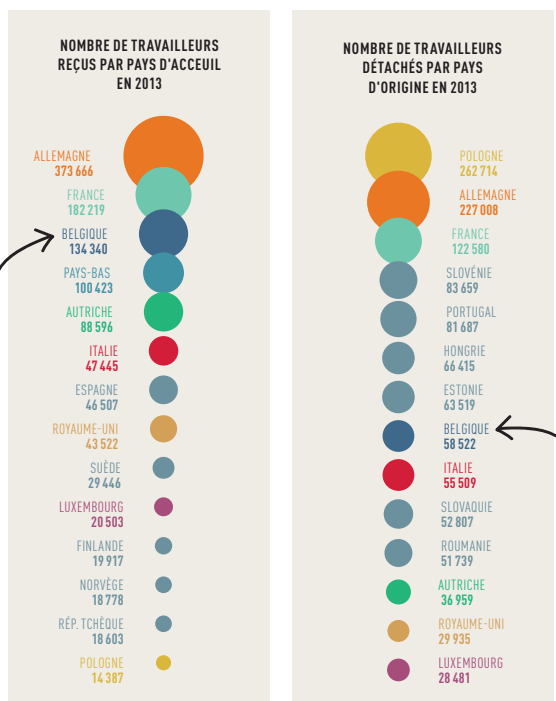
## DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le détachement désigne une pratique par laquelle une entreprise envoie temporairement des membres de son personnel travailler de manière continue dans une autre entreprise, laquelle peut se trouver dans un autre État membre.

*“En 1996, l'écart de niveau de vie entre États membres était de l'ordre de 1 à 3,5. Vingt ans plus tard, dans une Europe élargie, l'écart s'est creusé pour passer de 1 à ... 10 !”*

À l'heure actuelle, cela concerne 2 millions de travailleurs européens (1% des travailleurs), leur nombre ayant fortement augmenté en quelques années à peine (+44% entre 2010 et 2014). La durée moyenne des missions est de 4 mois mais varie fortement selon les pays. Les secteurs

## Travailleurs détachés : il n'y a pas que le plombier polonais



Source : Commission européenne

# ÉPREUVE TRAVAILLEURS

Une directive qui date de 1996 balise ces situations. A l'époque de son adoption, l'élargissement de l'UE de quinze à vingt-cinq pays n'est qu'une perspective lointaine. En 1996, l'écart de niveau de vie entre États membres était de l'ordre de 1 à 3,5 (les Luxembourgeois étant 3,5x plus riches que les Portugais). Vingt ans plus tard, dans une Europe élargie, l'écart s'est creusé pour passer de 1 à ... 10 ! (les Luxembourgeois étant 10x plus riches que les Bulgares). Ce qui n'est pas sans créer des tensions qui se cristallisent dans des dossiers comme celui-ci.



## PROBLÈME N°1

Cette loi européenne prévoit que le travailleur détaché gagne le « taux de salaire minimal » de l'État membre où il arrive pour exercer son activité. Autrement dit, son ancienneté et les compétences particulières en vertu desquelles il devrait normalement gagner davantage, ne sont pas nécessairement reconnues. C'est un premier élément de concurrence déloyale avec les travailleurs nationaux.

## PROBLÈME N°2

Le concept de « taux de salaire minimal » est laissé à la libre appréciation des États membres : l'UE n'en propose pas une définition unique. Dès lors, dans certains pays, il inclut une prime de Noël ou de fin d'année, un treizième mois... Et dans d'autres, rien de tout cela n'est prévu.

## PROBLÈME N°3

Se pose également la question du paiement effectif des cotisations sociales. C'est un élément significatif du coût que représente chaque travailleur pour son employeur, qui varie sensiblement d'un pays à l'autre (de 7% à 33% du coût salarial). L'entreprise qui détache un travailleur est tenue de payer les cotisations sociales dans le pays où celui-ci est actif. Mais, en pratique, il est difficile de garantir qu'elle respecte cette exigence légale. Si bien qu'en cas de fraude, le coût du travailleur détaché est encore abaissé, ce qui accroît encore la concurrence déloyale, et les tensions entre travailleurs sur le lieu de travail.

Bref, vous l'aurez compris, un nouvel équilibre entre liberté de circulation et harmonisation sociale européenne se jouera dans les toutes prochaines semaines. À suivre ! ■

# CLIMAT : Après Paris... Bonn

L'accord de Paris, signé par tous nos gouvernements, engage l'humanité à limiter le réchauffement global sous 2°C, voire 1,5°C. Un projet ambitieux qui suppose des politiques volontaristes à tous les échelons de pouvoir. Aujourd'hui, ces politiques sont beaucoup trop faibles. L'Europe avance pourtant un objectif -40% de GES en 2030<sup>1</sup>... mais il n'est pas exclu qu'elle doive néanmoins renforcer ses engagements.

La COP23 aura lieu à Bonn, sous la présidence des îles Fidji, du 6 au 17 novembre 2017. Chaque COP est importante, bien sûr, mais la COP23 apparaît plutôt comme une COP intermédiaire avant la COP24 de Katowice (en Pologne). La question du financement sera (à nouveau) sur la table : le Fonds vert pour le climat étant surtout aujourd'hui doté de 8 milliards de dollars de... promesses.

## AUX ÉTATS-UNIS, LE FOSSILE TRUMP EN ACTION

Comble de l'ironie, le Président américain vient de demander à l'Agence américaine de Protection de l'Environnement (EPA<sup>2</sup>) de se « concentrer sur sa mission essentielle : l'air et l'eau ». À croire que, pour le gouvernement Trump, les émissions polluantes des centrales thermiques au charbon (émettant du soufre, des NOx<sup>3</sup>, des particules fines, etc.), les émissions de l'exploitation de gisements de gaz non-conventionnels (du méthane) ou le « fracking »<sup>4</sup> n'auraient aucun impact sur la qualité de l'air et de l'eau.

*“Si l'attitude du président américain perdurait, elle aurait pour effet, à long terme, de faciliter à Pékin la concrétisation de son idée d'alliance géostratégique avec l'Union Européenne.”*

Si le réchauffement climatique est, d'après Trump, « une mascarade, inventée par les Chinois pour faire du tort à l'industrie américaine », les États-Unis sont pourtant les seconds sur le podium mondial des émetteurs de gaz à effet de serre, juste derrière les Chinois, qui occupent jusqu'à ce jour la première place du classement. Mais à ce rythme, Donald Trump devrait rapidement parvenir à faire passer son pays en 1<sup>ère</sup> place.

*“Le Fonds vert pour le climat est surtout aujourd’hui doté de 8 milliards de dollars de... promesses.”*

De son côté, la Chine semblerait se préoccuper davantage du sort de la planète, puisqu’elle occupe, depuis 2016, la première place des investisseurs sur le marché mondial de l’éolien.

La Chine sera-t-elle le nouveau leader climatique ? Les Chinois considèrent en effet le comportement de M. Trump à l’égard de l’Europe et du climat comme un cadeau dont ils pourraient profiter. Si l’attitude du Président américain perdurait, elle aurait pour effet, à long terme, de faciliter à Pékin la concrétisation de son idée d’alliance géostratégique avec l’Union Européenne.

## ET EN BELGIQUE ? MMMMM... DE BELLES DÉCLARATIONS !

En matière climatique, en Belgique, nous nous sommes, jusqu’à présent, principalement concentrés sur le plus facile, à savoir acter le départ de nos industries polluantes. Ce qui a permis au Royaume de fournir des chiffres qui allaient dans le bon sens. Mais aucune véritable réforme d’envergure sur les émissions ou la production renouvelable n’a été mise en place.

Pourtant, dès 2013, le Gouvernement fédéral et les entités fédérées disposaient d’études solides pour asseoir une vision climato-compatible à long terme. En Région wallonne, sous l’impulsion des écologistes, ces études avaient donné naissance à un « budget climat » avec des objectifs, des échéances et un groupe d’experts indépendants pour donner les impulsions nécessaires. Mais depuis que les écologistes



sont dans l’opposition... on n’en entend plus vraiment parler. ■

- 1 – Par rapport à 1990, année de référence.
- 2 – Agence gouvernementale indépendante américaine, créée pour étudier et protéger la nature et la santé des citoyens des États-Unis.
- 3 – Les oxydes d’azote sont des polluants atmosphériques réglementés, contribuant à l’effet de serre et aux pluies acides.
- 4 – Utilisation d’eau sous pression pour extraire du gaz naturel des couches de schiste (cf. « Gaz de schiste »).

# Proxibus Chastre-MSG-LLN :



En septembre 2016, le 1<sup>er</sup> Proxibus intercommunal de la Province parcourait ses premiers kilomètres, assurant la liaison entre Chastre, Mont-Saint-Guibert et Louvain-la-Neuve. Un an plus tard, le petit bus est devenu grand et son public s'élargit encore, grâce à des horaires adaptés.

«Alors que dans la première mouture du projet purement guibertin, on tablait sur une moyenne de 6, on est aujourd'hui à 70 voyageurs par jour.»


Les pistes d'Olivier De Schutter pour un système alimentaire durable



Le 26 juin dernier, les écologistes de Chastre, Mont-Saint-Guibert et Walhain ont

organisé une conférence-débat à laquelle ils avaient invité Olivier De Schutter. On y a parlé des défis à relever, des manières de sortir de l'impasse du système alimentaire actuel, des raisons de l'inertie et du potentiel de changement des initiatives locales. ■

UN RÉSUMÉ EST DISPONIBLE SUR LE SITE DE WALHAIN

[www.walhain.ecolo.be](http://www.walhain.ecolo.be) 

## Un nouvel horaire pour la gare de Tubize ?

Cela faisait quelques mois que les écologistes tubiziens préparaient leur coup... Ils ont tout d'abord réuni des travailleurs de la SNCB et des navetteurs pour établir l'horaire idéal de la gare de Tubize : un horaire optimal pour les navetteurs ET intégrant les contraintes du rail. Ensuite, l'horaire a été rendu public ce samedi 23 septembre dernier. Bilan ? Un accueil enthousiaste des navetteurs et glacial de la hiérarchie des chemins de fer. La réalité est, en effet, bien en deçà du potentiel ferroviaire, révélé par cet horaire optimal. ■



# ça marche du tonnerre !

souligne Philippe Evrard, bourgmestre de Mont-St-Guibert, la commune dont émanait la demande initiale. « C'est un succès, poursuit David Da Camara, échevin d'OLLN. Pour les trois communes, cela correspond à de nombreuses voitures en moins sur nos voiries, saturées aux heures de pointe. »

Le public, majoritairement scolaire, devrait encore s'élargir puisque les horaires ont été adaptés – pour la seconde fois – afin de répondre au plus près aux attentes des usagers et, notamment, des personnes qui se déplacent vers l'Axis Parc et les autres parcs économiques de LLN.

Parce que, à cet égard, il y a encore du boulot.

Les Parcs économiques du Brabant wallon sont, souvent, éloignés des centres villes... et donc mal desservis puisqu'ils sont notamment loin des gares (et oui :-{ ...). Mettre en place des bus rapides aux heures de pointe, spécialement pour les navetteurs, semblerait donc tout indiqué pour encourager l'usage des transports en commun en Brabant wallon, réduire nos embouteillages et diminuer notre impact sur le climat et l'environnement.

« Nous espérons que ce projet inspirera d'autres communes à travailler ensemble, et notamment avec le TEC, pour la mobilité », souligne Philippe Evrard. Un bus rapide sur la N4 pour désenclaver le zoning Nord de Wavre par exemple ? ■



## DES SENTIERS INSOUÇONNÉS À WAVRE

Ce dimanche 17 septembre, les écologistes wavriens ont fait découvrir à une bonne cinquantaine de promeneurs les sentiers de leur commune. « Nous nous sommes faufileés par des passages parfois insouçonnés. Nous avons traversé des endroits splendides. Il en reste, y compris à Wavre. Et parfois nous l'oublions ». Une prochaine balade-découverte est programmée au printemps, à Limal cette fois. ■



# Gouvernance à Bruxelles : une opportunité unique pour

Le scandale du Samusocial, débusqué par Catherine Morenville et Alain Maron, après Publifin en Wallonie, a permis de remettre à l'ordre du jour la nécessité d'une profonde réforme de la gouvernance à Bruxelles comme ailleurs. Alors qu'il a servi de prétexte pour le cdH à une séquence de politique purement politicienne, la démonstration a été faite que tous n'ont pas pris la mesure des changements à effectuer et réclamés par la population.

Aujourd'hui, il nous faut reconstruire les fondations même de notre démocratie. Travailler sur les règles de base d'une démocratie éthique comme nous le réclamons depuis toujours.

Poussées par nous, nos exigences avancent : publicité et limitation plus stricte des rémunérations publiques, commission de déontologie... Le travail continue et pourrait aboutir sur le décumul intégral. Dépolitiser l'administration, véritable accès aux documents, simplifier les structures, instaurer un droit d'initiative législative pour les citoyens, organiser des consultations populaires régionales... tout cela reste à conquérir. À Bruxelles, il faut réorganiser les compétences entre Région et communes en vue de renforcer la cohérence, aborder le tabou des limites communales, régionaliser les zones, structures et institutions d'intérêt régional...

## Bruxelles Respire – Gezond Brussel #samensembel



Pour clôturer la fin du travail de consultation et de production autour de la qualité de vie et de la santé à Bruxelles, Ecolo et Groen ont le plaisir de vous inviter **le 9 novembre** prochain à une rencontre exceptionnelle avec Rob Hopkins, le concepteur et fondateur du réseau des villes en transition. ■

## En (brux)selle ! Manneke fiets !

A l'occasion de la Journée Sans Voiture et pour célébrer le bicentenaire du vélo, les écologistes ont fait la fête à la « petite reine » : un concours international du plus beau mollet, un cortège festif et la possibilité de tester la mobilité (active) de demain en vélos familiaux ou utilitaires.

Faire le choix du vélo, c'est opter pour la rapidité, la ponctualité, la convivialité et la santé. À 200 ans, le vélo n'a décidément pas pris une ride. ■

# la démocratie

C'est quand tout cela aura été fait qu'on pourra poser un toit sur une maison saine.

*"Aujourd'hui, il nous faut [...] travailler sur les règles de base d'une démocratie éthique."*

Nous saluons la conversion récente (et que nous espérons sincère) de certains partis à ce combat d'ÉCOLO, en espérant qu'ils iront au bout de leur logique en s'appliquant à eux-mêmes, dès maintenant, les règles qui devraient être votées en vue des élections 2018 et 2019. Une telle opportunité est rare, nous ne la laisserons pas passer. ■



## UN BARBECUE (PRESQUE) ZÉRO DÉCHET !

Un vendredi soir fin juin, plus de 70 écologistes bruxellois se sont réunis dans le cadre superbe de la ferme rose à Uccle à l'occasion du premier barbecue (presque) zéro déchet de la régionale. Après une petite introduction sur les déchets à Bruxelles, Alison de la Zero Waste experience nous a partagé ses petits trucs et astuces. Enfin, Thomas nous a parlé de son projet d'épicerie zéro déchet GraspHopper. Que demander de plus pour finir l'année scolaire en beauté ? ■

# Inter-générationnel, ensem



« D'un côté les aînés peinent parfois à rester actifs dans les associations ou les mouvements politiques parce qu'ils sont dépassés par les nouvelles technologies, et d'un autre côté, les jeunes parents se trouvent face à des difficultés pour faire garder leur enfants, qui les empêchent de s'investir » explique Jacqueline Lefin, senior écologiste active. « Il y a là quelque chose à faire. On pourrait s'entre-aider ».

*“Il y a un dialogue à construire entre les générations : mieux se comprendre, mieux se connaître, c'est essentiel pour avancer.”*

## UN AIR DE VISITE

Les visites d'entreprises se poursuivent en Hainaut, comme ici à la Sonaca, une industrie wallonne de pointe dans le développement, la fabrication et l'assemblage aéronautique et aérospatial. Et lorsqu'un patron comme Bernard Delvaux confie à notre délégation que « le créneau d'Ecolo, c'est de rendre l'espoir », cela donne comme un coup d'air à l'inspiration. ■



# ble !

Le défi du vieillissement de la population est un défi pour la société, et pour les politiques. Hélène Ryckmans, députée wallonne, en a bien pris la mesure et y accorde une attention particulière. « Il y a un dialogue à construire entre les générations : mieux se comprendre, mieux se connaître, c'est essentiel pour avancer. Il s'agit d'opérer un changement de regard des uns vers les autres, pour assurer de meilleures relations entre les générations. On peut faire la transition écologique ensemble, avec les ressources de chacun, quelque soit notre âge ».

Jacqueline témoigne de l'énergie des aînés : « Je m'occupe d'enquêtes de terrain par questionnaire, dont certaines sont ciblées sur les personnes plus

âgées : je peux vous assurer que ce public garde un dynamisme et un espoir immense pour le futur ! ». Avec Claude Hekster, son ami Binchou, elle lance un appel.



L'intergénérationnel vous intéresse ? Alors, écrivez à Ecolo Hainaut. Parce qu'il y a des espaces de rencontre à construire. ■



## Comment dit-on Doudou en flamand déjà ?

Pour prendre à rebrousse-poil les clichés Nord-Sud de notre plat pays, rien de tel que les rencontres. Les écologistes francophones et flamands l'ont compris depuis longtemps : notre groupe parlementaire à la Chambre fonctionne depuis 30 ans en version bilingue. La preuve encore, ce mois de septembre lorsque les députés des deux côtés de la frontière linguistique se sont mis au vert à Charleroi. Les néerlandophones ont pu témoigner du renouveau de la métropole sambrienne... et y apporter leur regard critique, à partir des expériences de transition déjà menées dans les cités flamandes. Mais ce n'est pas tout : d'autres écologistes du Nord sont attendus prochainement sur le terrain hennuyer. Une visite de « Groen+ » (les plus de 55 ans) se prépare à Mons, fin du mois de mai. Au programme : tourisme, culture et politique. Avec – mais l'agenda reste à confirmer – une clôture haut en couleur et en symbole : « mais qu'est-ce que tu bois Doudou dis donc ? ». ■



# Quand écologie rime avec

**Le 15 septembre, les écologistes liégeois accompagnaient Patrick Dupriez dans quelques entreprises pas comme les autres : produits phyto, alimentation, énergie... Il y en a eu pour tous les goûts.**

La journée a commencé dans les hautes fagnes, avec la découverte des laboratoires Ortis. Depuis 50 ans, cette entreprise familiale développe, fabrique et distribue des produits pharmaceutiques uniquement à base de plantes. Depuis ses débuts, l'entreprise entend allier un respect profond de l'être humain et de la nature. Aujourd'hui, les produits Ortis sont distribués dans 37 pays.

La délégation écologiste s'est ensuite rendue à Herve, pour prendre un repas convivial chez « Oh ! Bio & Terroir ». En quelque sorte, un lieu multifonction : une supérette (produits bio et locaux), une petite restauration (plats simples, sains et gourmands sur le temps de midi) et des ateliers (cuisines, santé, artisanat, pour revenir aux basiques du fait-maison).

*“Le travail d'Ecolo : tout d'abord, éviter que la réforme ne se fasse au détriment de la santé de la population.”*

Enfin, la journée s'est terminée chez Enersol. Spécialisée dans l'installation de systèmes

## UNE FOIRE AUX ALTERNATIVES



Le 22 octobre prochain, les écologistes d'Aywaille organisent comme chaque année leur « Foire des Alternatives ». Le programme est alléchant : marché de producteurs locaux, plein de trucs et astuces pour moins consommer, une conférence gesticulée en prélude à la saison des cafés philos d'Aywaille.

Venez nombreux ! ■

## Retour vers le futur : REE à Liège en 2018 !

Quel succès pour les premières Rencontres écologiques d'été à Liège ! L'hospitalité et le « fait bon vivre » liégeois ont plu. Merci d'être venu, d'avoir participé, voire aidé à l'organisation ! Résultat : on en redemande. Et c'est décidé, en 2018, les REE auront à nouveau lieu dans la cité ardente. Vous avez des idées de visites, projets, rencontres à proposer ? Écrivez à Ecolo Liège. ■



# économie

thermiques et photovoltaïques de petite et grande puissance, l'entreprise a progressivement diversifié ses activités pour proposer un large panel de techniques en économie, production et stockage d'énergie.

Comme quoi, la transition écologique n'est pas sans alliés dans le monde de l'entreprise. Une journée qui rebooste pour une rentrée que l'on vous souhaite alternative ! ■



## CLIMATE EXPRESS POUR BONN

« Climate Express » organise un départ à vélo pour la conférence internationale pour le climat « COP 23 ». Un périple de 270 km réparti sur trois jours, depuis Bruxelles jusqu'à Bonn, en passant par Hasselt et Eschweiler. Logement (rudimentaire), repas et transport des bagages sont prévus pour vous. Itinéraire facile à suivre grâce aux points nœuds et bonne ambiance garantie. Bienvenue à tous ! ■



**INSCRIPTIONS : [www.climate-express.be](http://www.climate-express.be)** 

... mais prévenez-nous de votre inscription afin qu'on puisse se reconnaître entre écologistes :  
Benoît Dive – [benoit.dive@ecolo.be](mailto:benoit.dive@ecolo.be)

# Les biens communs, pour co-

Un bois vendu par la Commune à un exploitant privé ? C'est le triste sort du Bois des Croisettes à Chiny. Un site largement fréquenté par les habitants du coin et les touristes, qui se promènent le long des sentiers ouverts. Une fois le bois privatisé, les promeneurs seront-ils interdits sur les sentiers qu'ils fréquentent depuis toujours ?



C'est toute la question des biens communs qui se pose ici. Une question très présente en Luxembourg ces derniers mois : on songe au Bois des Croisettes mais aussi à Nassonia, au groupe Coucke qui exproprie à Durbuy ou encore aux sentiers du Bois de Harre à Manhay...

Les biens communs... Ils ne sont ni dans le domaine privé, ni dans le domaine public. Ou plutôt, ils sont dans l'un ou l'autre avec quelque chose d'étranger à la propriété du sol : l'usage.

## Rencontre des écologistes luxembourgeois



Les occasions de rencontres conviviales sont rares et donc très appréciées. Cet été, c'était à Fauvillers. Au programme : la visite d'une entreprise locale de jouets en bois et un repas festif. Une soirée à laquelle avaient répondu un bon nombre de personnes intéressées par le projet écologiste : de futurs candidats aux prochaines élections communales ? ■

## Zéro déchet à Durbuy et à Houffalize

Réduire les déchets ? La quantité en porte-à-porte est directement liée à la tarification. Une redevance communale fixe moins élevée, et un prix au sac ou à la levée plus élevé, est une formule gagnante. Un petit coup de pouce pour réduire ses déchets, faire des économies, éviter les produits dangereux... C'est l'invitation lancée à Durbuy et à Houffalize ! ■





# gérer ce qui est à tous

Intuitivement, on voit bien que le sol et ses ressources ne se réduisent pas aux seuls intérêts du propriétaire.

La forêt abrite une foule d'usagers aux objectifs différents, voire concurrents : le patrimoine économique, naturel et culturel, la chasse, les activités de détente, ou encore le cadre de vie des habitants... Aujourd'hui, des formes de gouvernance collective manquent pour dégager les consensus et les compromis nécessaires.

Les biens communs, c'est une perspective nouvelle qui s'ouvre, et les écologistes l'ont bien compris. *« un rôle important est dévolu au politique : celui de reconnaître et de soutenir ceux qui — de plus en plus nombreux — veillent sur ces biens communs. »*

*Car les richesses dont ils sont générateurs ont pour noms : soutenabilité, lien social, qualité de vie, action collective... ».* ■



**En savoir plus sur les biens communs :**  
<http://etopia.be/spip.php?mot469> 



## NON À LA SUPPRESSION DES TRAINS DIRECTS

Cinq trains directs vers Bruxelles seront supprimés dès le mois de décembre. C'est une des plus mauvaises surprises du nouveau plan de transport de la SNCB. La réaction



Je signe la pétition !  
[luxembourg.ecolo.be](http://luxembourg.ecolo.be)

a été immédiate : elle a pris la forme d'une pétition. Il y a quelques jours, les écologistes étaient aussi à Arlon et à Libramont (les deux arrêts avant Namur) pour informer et rencontrer les voyageurs de ces trains fort prisés. ■

# Fernelmont : des cancers dus aux p



**Étienne Piette, conseiller communal ECOLO, porte le combat pour une agriculture plus respectueuse de la santé des citoyens et de la terre.**

En mars 2016, Marie-Thérèse, habitante d'un village de la commune de Fernelmont, adresse une lettre ouverte aux conseillers communaux pour attirer leur attention sur le nombre anormalement élevé de cas de cancers dans son quartier. Elle y fait le lien avec l'utilisation de pesticides par les agriculteurs de cette commune de la Hesbaye namuroise. Les médecins de la commune font également entendre leur voix en mettant en évidence l'augmentation des pathologies.

Très rapidement, l'élu ECOLO Étienne Piette relaye ces inquiétudes au sein de son conseil communal. Au Parlement fédéral, Muriel Gerkens interpelle la Ministre de la Santé ; Hélène Ryckmans et Stéphane Hazée alertent le gouvernement wallon. Les écologistes des communes concernées des provinces de Namur, Liège et Brabant wallon informent leurs collègues respectifs.

*“D’avril à mi-juin, des panneaux collecteurs de pesticides, placés à Cortil-Wodon, ont révélé la présence de traces de 23 pesticides.”*

Après une première étude dont la méthodologie est légitimement critiquée, grâce à la ténacité des

## « Qu'est-ce qu'on attend ? »



Ce film est un témoignage de la transition de la petite commune d'Ungersheim, en Alsace, vers l'autonomie énergétique et alimentaire. Les écologistes namurois le mettent régulièrement à l'affiche : **le 09/09 à Profondeville, 16/09 à Fosses-la-Ville, 06/10**

**à Yvoir, 05/11 à Floreffe... et en février à Viroinval. ■**

## UNE LOCALE ECOLO EST EN FORMATION À DOISCHE

... et elle a organisé sa première activité ce dimanche 8 octobre au Petit Rustique à Matagne-la-Petite. Au programme : deux balades et une exposition champignons. En outre, les écologistes de Doische ont récemment interpellé le conseil communal sur son refus d'adhésion au Parc Naturel Viroin-Hermeton. Ils sont parvenus à rendre public un débat, jusque-là confiné au seul collège communal. Si la cause n'est pas encore gagnée, la démocratie locale en est sortie grandie. ■

# esticides ?

citoyens relayés par nos députés, une nouvelle étude est finalement commandée. Cette nouvelle recherche est en cours.

Cette année, d'avril à mi-juin, des panneaux collecteurs de pesticides ont été placés dans la cour de l'école Saint-Martin dans le village de Cortil-Wodon. Ils révèlent la présence de traces de 23 pesticides.

Pour Étienne, nos parlementaires et nos locales, le combat pour une agriculture saine, débarrassée des pesticides, continue, main dans la main avec les citoyens soucieux de leur santé, de celle de leurs enfants et des agriculteurs. ■



## LA PREMIÈRE FÊTE DE L'AUTOMNE

C'est l'automne, saison généreuse dans nos jardins et nos vergers. Ce **1<sup>er</sup> octobre**, les écologistes de Hamois ont mis les petits plats dans les grands pour offrir aux habitants de la commune une belle fête, avec pressage de pommes, dégustation de produits locaux, animation musicale, jonglerie, jeux pour les enfants. ■



# Menschenkette gegen Tihange e



Der 25. Juni 2017 wird wohl in die Annalen der belgischen Anti-Atombewegung eingehen, bildeten doch rund 50.000 Menschen eine fast ununterbrochene Kette durch drei Länder für ein sofortiges Abschalten der sog. Risse-Atommeiler. Die Strecke verlief von Tihange über Lüttich, Maastricht und Vaals bis zum Aachener Rathaus. Wenn das kein deutliches euregionales Zeichen gegen Atomkraft war!

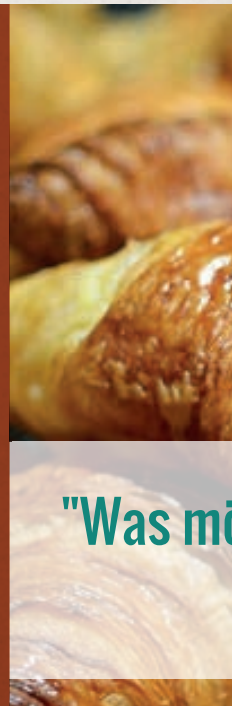
Stand die 90-km-lange Kette vordergründig „nur“ für das sofortige Abschalten von Tihange 2 und Doel 3, so erhoffen wir von ihr nicht zuletzt den längst überfälligen Start in den belgischen Ausstieg aus der Atomenergie. Dieser wurde bereits 2003 – unter Regierungsbeteiligung der Grünen – beschlossen. Dass echte grüne Politik nur umgesetzt wird, wenn wir

## Frühstück in Lontzen

Am Sonntag, 15. Oktober, lädt die Ecolo-Lokalgruppe Lontzen von 10 bis 13 Uhr zu einem gemütlichen Beisammensein ins Vereinshaus nach Lontzen. Alle Bürgerinnen und Bürger, die die Zukunft ihrer Gemeinde nicht gleichgültig ist, sind herzlich eingeladen, über grüne Themen und Ideen zu einer grünen Gemeinde auszutauschen. Kommt und lasst uns gemeinsam die Zukunft gestalten! ■

## FRÜHSTÜCK IN AMEL

Am Sonntag, 19. November, lädt die Oppositionsliste GESTALTE ZUKUNFT – MACH MIT zum Frühstück und Ideenaustausch in Amel Mitte ein – eine Erfolgsstory, hat man sich doch für die Wiederbelebung von Amel Zentrum ebenso stark gemacht wie für eine saubere Industriezone. An derartige Erfolge will man in Zukunft anknüpfen. Gemäß dem Motto echter Bürgerbeteiligung heißt es somit bald: „Was möchtet ihr uns auf's Brot schmieren!?“. ■



"Was mö

# Ein voller Erfolg!

Grüne auch mit an der Macht sind, zeigt die jahrelange Verzögerungstaktik aller folgenden Föderalregierungen: So wurden die notwendigen Durchführungserlasse nie unterzeichnet, die Weichen nie tatsächlich umgestellt und die Netze dementsprechend auch nicht auf die Energie der Zukunft vorbereitet bzw. umgebaut.

*„Wenn das kein deutliches euregionales Zeichen gegen Atomkraft war!“*

Der 25. Juni 2017 hat gezeigt, dass die Sorge um die Zukunft, der Ausstieg aus veralteten, gefährlichen Energieformen und das Umsatteln auf Erneuerbare Energien der Zukunft viele Bürgerinnen und Bürger bewegt. Ecolo Ostbelgien war mit drei Bussen in Lüttich dabei



und hätte zum Schluss auch noch mehr füllen können, wenn denn noch Busse zur Verfügung gestanden hätten.... Insgesamt sprechen die Organisatoren von 3000 eingeschriebenen und zahlreichen spontanen Teilnehmern aus Ostbelgien. Aus unserer Sicht also ein voller Erfolg: Bravo und vielen Dank euch allen! ■



**„Möchtet ihr uns auf's Brot schmieren?“**

## „Energie der Zukunft“

Im Worldcafé „Energie der Zukunft“ Anfang Oktober wurde rege ausgetauscht zu Regenerative Energie in Bürgerhand (Vom Konsumenten zum

Prosumenten), Energieeffizienz (Sparpotenziale im Haushalt/Energieeffizienz beim Bauen) und Mobilität (Das Rad als Weg aus dem Verkehrskollaps?). Wer sich bei der Vorbereitung unseres Energiekongresses Anfang 2018 einbringen möchte, kann sich melden unter [ecolo.ostbelgien@ecolo.be](mailto:ecolo.ostbelgien@ecolo.be). ■



# 3 QUESTIONS À OLIVIER SUR LA TRANSITION DÉM



© Vesnaandjic

## DÉMOCRATIQUE ? RADICALEMENT !

**Olivier Petit, philosophe et chercheur associé d'etopia, embraie sur la perte de confiance des citoyens dans nos institutions politiques et propose des solutions.**

RÉF. : PETIT, Olivier. « Initiative populaire et démocratie radicale » et « Démocratie radicale et choix budgétaires ». etopia – Analyses, 2017. [www.etopia.be](http://www.etopia.be)

*Des mécanismes de consultation populaire ont été récemment mis en place en Wallonie en 2016. Ils visent à galvaniser la démocratie mais tu estimes qu'ils ne vont pas assez loin. Une coquille vide ?*

Je ne pense pas que ce genre de mécanisme pourra restaurer la confiance des citoyens dans « leurs » institutions politiques. Il reflète d'ailleurs assez fidèlement la vision conservatrice qu'ont encore les gouvernants belges : on veut bien que la population puisse être consultée mais le pouvoir de décision doit rester le monopole des élus, donc des partis, qui seraient seuls à même de dire ce qui est bon pour le peuple. Cette vision du 18<sup>e</sup> siècle est totalement dépassée, au regard notamment du niveau de formation de la population et des multiples possibilités d'échanges d'information entre citoyens. L'enjeu est aujourd'hui de parvenir à la reconnaissance positive, en tant que droit fondamental, d'un pouvoir de décision populaire, accompagné de conditions de participation et de délibération les plus favorables.

*Dans ton article « Démocratie radicale et choix budgétaires », tu insistes sur l'importance du budget en tant qu'acte politique central. Tu proposes de soumettre les finances publiques aux citoyens, à l'instar de ce qui se fait en Suisse. Comment une démocratie pourrait-elle se reconstruire par ce biais ?*

Le texte propose un exemple de processus dynamique qui pourrait permettre la codécision des citoyens en matière budgétaire. Prenons par

# PETIT OCRATIQUE

exemple le niveau communal, qui est le plus simple. A ce niveau, les choix budgétaires sont des choix assez concrets. Si vous combinez, dans la durée, un audit citoyen annuel des finances communales qui identifie objectivement les marges budgétaires, un véritable budget participatif sur les investissements communaux organisé à partir de quartiers géographiques et enfin ce que les suisses appellent des « référendums financiers », on pourrait créer une dynamique d'implication et de prise de responsabilité sur les choix budgétaires. Je pense que ce genre de processus, combiné avec des institutions représentatives moins monopolistiques, produirait nettement moins de mauvaises décisions qu'aujourd'hui.

**Le modèle belge est limité car, pour reprendre Hannat Arendt : il est celui d'un gouvernement du peuple « par une élite issue du peuple » qui gouverne « au moins en principe, dans l'intérêt du plus grand nombre ». Comment le déverrouiller ?**

Le préalable est d'abord de convaincre que des institutions alternatives, non seulement sont hautement souhaitables, mais sont possibles. Il est de plus en plus perceptible que les luttes pour l'indispensable transition sociale et/ou écologique se heurtent à des blocages institutionnels hors de tout réel contrôle démocratique. Il n'est pas impensable, dès lors, que les différents acteurs de ces luttes puissent converger vers le préalable d'une démocratie radicale. Certaines futures majorités communales pourraient d'ailleurs d'ores et déjà s'atteler à une véritable refondation de leur démocratie locale, comme ce fut le cas il y a une trentaine d'années à Porto Alegre ou, plus récemment mais dans une moindre mesure, à Grenoble. ■

*“La prise de responsabilité sur les choix budgétaires [...] combinée avec des institutions représentatives moins monopolistiques, produirait nettement moins de mauvaises décisions qu'aujourd'hui.”*



# VILLE DE GAND : pour les enfants

**L'unité dans la diversité ? C'est avec cette devise que les différents réseaux scolaires travaillent ensemble à Gand, nous raconte Elke Decruynaere, échevine de l'enseignement.**

«En avril 2016, à travers la signature d'une charte associant les différentes écoles secondaires de Gand, nous avons lancé une première opération de réduction du décrochage scolaire. En janvier 2017, nous avons carrément créé un nouveau service de la Ville, appelé "Onderwijscentrum", le "centre pour l'éducation". Ce centre dispose de 60 équivalents temps plein pour soutenir les enseignants et les directeurs d'écoles de tous les réseaux». Et ce n'est pas tout : à partir de septembre 2017, les élèves et leurs parents pourront venir poser leurs questions en matière de santé, d'éducation et d'enseignement à la bibliothèque municipale : la Ville et les écoles des différents réseaux se sont associées pour créer un bureau d'information.

## INVESTIR DANS L'ENSEIGNEMENT, C'EST INVESTIR DANS L'AVENIR

La Ville de Gand a récemment investi près de 80 millions d'euros dans ses infrastructures scolaires et permis la création de 1700 places supplémentaires dans l'enseignement primaire. Les 850.000 repas scolaires annuels sont désormais composés de 20% de Bio, et, d'ici 2018, la moitié des écoles primaires disposeront d'une cour de récréation «verte».

«Gand est en train de devenir la ville la plus attentive aux enfants de toute la Flandre : création de lieux pour jouer en ville, désignation d'un médiateur qui leur est réservé, création de la Maison de l'enfant, ... Le nouveau plan de mobilité leur offrira également de nouvelles opportunités de se déplacer en toute sécurité».





# EMPLOI ET CLIMAT : L'ÉQUATION COMPATIBLE...



UN INVESTISSEMENT DE  
**1 000 000 €**  
PERMET DE CRÉER...



**14 EMPLOIS**  
DANS LES ÉNERGIES  
RENOUVELABLES

OU



**19 EMPLOIS**  
DANS L'EFFICACITÉ  
ÉNERGÉTIQUE


OU



**5 EMPLOIS**  
DANS LE CHARBON  
OU LE NUCLÉAIRE

ENTRETIEN AVEC **ALAIN ERALY**, SOCIOLOGUE  
ET PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

# CRISE POLITIQUE OU CRISE DU POLITIQUE ?

A close-up portrait of Alain Eraly, a middle-aged man with light brown hair, wearing a dark suit jacket, a light purple shirt, and a patterned tie. He is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background is dark and out of focus.

*“Ce n’est  
qu’ensemble que  
la classe politique  
pourra regagner  
sa légitimité.”*

**Alors que les dernières secousses de la crise politique dans laquelle le président du cdH Benoît Lutgen nous a plongés en juin dernier se font encore sentir, nous avons interrogé le sociologue Alain Eraly sur cette relation ambiguë qu'entretiennent les citoyens et leurs représentants politiques.**

***La crise de légitimité du politique n'a-t-elle pas toujours existé ?***

On observe en tout cas une perte de légitimité du politique et cette perte est structurelle, elle s'observe dans la plupart des démocraties occidentales. Cette crise trouve ses racines dans la dynamique profonde de nos sociétés ; simplement, elle peut se renforcer ponctuellement à la suite d'événements tels que les scandales de Publifin ou du Samusocial.

***En quoi l'évolution de nos sociétés est-elle une question fondamentale ?***

Le fait majeur, me semble-t-il, c'est l'érosion de l'imaginaire du collectif : certains parlent d'une « crise du vivre ensemble » ou d'une « désaffiliation ». Il nous est devenu plus difficile de donner un sens concret à notre appartenance à la communauté, à la solidarité, la citoyenneté, la civilité. Les raisons de cette érosion sont multiples. Il y a la diversité culturelle de nos sociétés, la perte du passé et des traditions, la fragmentation du monde commun engendrée par les technologies de la communication, la mobilité

géographique : les gens s'enracinent moins souvent dans des lieux, ils peuvent échanger avec un ami au-delà de l'océan tandis qu'ils ignorent leur voisin de palier, passer leur temps dans des lieux anonymes comme les gares, les aéroports, les shopping centers... Le lien social s'affaiblit. La construction du « nous » ne peut plus s'appuyer sur des lieux stables, un passé commun, un avenir partagé. Or, la légitimité du politique prend notamment sa source dans cette fonction d'incarnation de la communauté. Lorsque s'effrite le sentiment d'appartenir à un projet collectif, s'effrite forcément la légitimité du politique.

***Le politique n'est-il pas responsable de cette situation ?***

Le citoyen n'est pas convaincu, non sans raison d'ailleurs, que les ressources publiques sont bien utilisées. Et des affaires comme Publifin ou Samusocial alimentent cette méfiance et contribuent à la mauvaise image du politique. Cela fait vingt ans que j'observe avec un étonnement croissant le manque d'énergie du politique pour réformer les services publics et

les placer au-dessus de tout soupçon d'inefficience. Et ceux qui, comme Ecolo récemment, cherchent à introduire des réformes n'en tirent aucun bénéfice politique. C'est étrange autant que regrettable.

### ***Le citoyen semble ne plus croire ses responsables politiques, tout en ayant encore envie d'y croire...***

Il faut interroger la machine qui fabrique en permanence à la fois des désillusions et des illusions. D'un côté, la critique du politique est devenue proprement culturelle, elle est un mode de vie, quasiment un délassément – au point qu'il devient difficile, dans certains milieux, de défendre les acteurs. Les gens veulent croire qu'ils sont victimes du politique, et les médias entretiennent cette victimisation.

De l'autre côté, la même machine médiatique fabrique des phénomènes charismatiques de plus en plus éphémères. Des figures surgissent dans les médias et l'opinion, elles captivent un moment l'attention publique, catalysent des espérances, avant d'être remplacées par d'autres, dans un cercle sans fin.

### ***Impossible de sortir de ce cercle ?***

À mon sens, il faudrait pour cela que la classe politique dans son ensemble assume de sortir une bonne fois de la société du spectacle. Qu'ils refusent la « pipolisation », l'exhibition de l'intimité, les émissions de variétés, les petits scoops minables qui finissent par dénaturer la nature même du politique. À ce petit jeu, certains peuvent gagner des points individuellement, mais collectivement tout le monde est perdant. ■

*“La légitimité du politique prend sa source dans cette fonction d'incarnation de la communauté. Lorsque s'effrite le sentiment d'appartenir à un projet collectif, s'effrite forcément la légitimité du politique.”*



# LA RUE, LE HARCÈLEMENT, LA LOI

**En rue, les femmes (et les personnes LGBTQI+) peuvent être victimes de harcèlement. Le classique « Hé, t'es belle ! » laisse parfois la place aux insultes, aux menaces ou aux comportements déplacés. D'après « Mon expérience du sexisme », une enquête réalisée auprès de 3294 femmes de Belgique et de France, 98% des femmes ont déjà été victimes de harcèlement en rue.**

Naturellement on se pose la question suivante : faut-il condamner pénalement le harcèlement de rue ? Il faut savoir qu'en 2014, la Belgique s'est dotée d'une loi contre le sexisme. Elle est peu utilisée, faute d'une définition suffisamment précise de « l'acte ». Et la loi est également fort peu connue, même si des campagnes de sensibilisation comme « touche pas à ma pote » sont autant d'occasions de la faire connaître. Parce qu'il existe une autre manière d'agir qui complète la voie pénale : la diffusion de campagnes de sensibilisation dans l'espace public. Nommer les comportements problématiques encourage les témoins oculaires à intervenir et diminue le sentiment d'impunité des auteurs. C'est important pour les victimes que les passants ne restent pas impassibles.

La question qui nous occupe ne se limite pas au harcèlement, elle est bien plus large. La ville est-



98%

DES FEMMES INTERROGÉES  
ONT DÉJÀ ÉTÉ VICTIMES  
DE HARCÈLEMENT EN RUE.



elle accueillante pour tous.tes ? Il existe pourtant différents moyens d'aménager, de concevoir les lieux publics afin que chacun.e puisse y évoluer sans crainte. La lutte contre le harcèlement de rue passe également par le travail de l'urbaniste : éclairage public, espaces mixtes de loisirs, lieux conviviaux, ... Des « marches exploratoires avec les usagers de l'espace public » permettent d'identifier les lieux insécurisants et d'émettre des propositions pour les transformer.

*“C'est important pour les victimes que les passants ne restent pas sans rien faire.”*

Genre, urbanisme, espaces sportifs, architecture, transports en commun se mélangent pour nourrir les débats autour d'un espace public accueillant pour tous.tes. ■

## L'ESPLANADE À LOUVAIN-LA-NEUVE : les suites



Les habitants d'Ottignies-Louvain-la-Neuve se sont exprimés clairement lorsqu'ils ont été consultés ce 11 juin dernier : près de 80% des suffrages étaient défavorables au projet d'extension du centre commercial. Ils ont été entendus.

Suivant l'idée de Julie Chantry (échevine), Jean-Luc Roland et son collègue ont proposé au Conseil communal le lancement d'un «Schéma d'Orientation Local» (SOL), couvrant toute la zone entourant le Boulevard de Wallonie. Pendant 3 ans, les demandes de permis pourront être refusées sur cette zone, afin de disposer du temps nécessaire à l'élaboration d'un nouveau projet urbanistique. Un travail participatif qui associera les habitants, les commerçants, les propriétaires, l'université et les autorités publiques. ■

## Jette reçoit l'Award de la commune bruxelloise la plus accueillante pour les cyclistes

Favoriser systématiquement les déplacements à vélo lorsqu'on rénove les voiries ou que l'on construit de nouveaux aménagements, ça mérite une récompense ! Et cette année, c'est la commune de Jette qui a décroché le « Bike Brussels Awards 2017 » de Pro Velo. La collaboration entre Nathalie De Swaef, échevine de la mobilité, Bernard Van Nuffel, échevin des travaux, les services communaux et le Gracq a profité à la mobilité des cyclistes. On s'en réjouit ! ■



## LA MAISON DES SOLIDARITÉS DU CPAS D'ECAUSSINNES

À Ecaussinnes, le CPAS a acquis un ancien restaurant et une maison mitoyenne pour y créer une «Maison des Solidarités», qui ouvrira bientôt ses portes. Un projet aux multiples facettes porté par Thierry Severs : épicerie sociale, ateliers d'insertion, Repair café, Tricot café, activités pour Seniors, lieu de rencontre ("jeunes mamans", "familles de personnes désorientées", ...), ateliers intergénérationnels ou interculturels, partages solidaires. ■



### La boîte à livres du CPAS

Avec la collecte des encombrants, la Ressourcerie Namuroise récupère – chaque année (!) – plusieurs tonnes de livres, dont une grande partie prenait auparavant le chemin des papiers-cartons. Pour donner une seconde vie à tous ces livres qui pourraient encore ravir quelques lecteurs, des bibliothèques ont été disposées dans plusieurs lieux publics namurois. Certaines de ces bibliothèques ont même trouvé place dans les salles d'attente du CPAS, où les namurois qui patientent peuvent désormais piocher quelques bouquins, qui font le bonheur de leurs enfants. ■

## De l'usine de tabac aux logements basse énergie

Le projet de reconversion basse énergie de l'ancienne manufacture de tabac BAT est une première en Région bruxelloise. 35 logements sur 89 sont destinés à un public qui gagne «juste» un peu plus que les plafonds du logement social. C'est une

volonté de Karim Majoros, échevin du logement, que de permettre à des jeunes qui parviennent à améliorer leurs conditions de vie grâce aux études et à l'emploi de continuer à bénéficier d'une offre publique de logement à Molenbeek. ■



# VOTRE VIN, VOUS LE PRENDREZ BIO OU N

**Les vins bios et les vins naturels se font une place de plus en plus présente à nos tables. Du pareil au même ? Pas du tout ! Si un vin naturel est biologique, un vin biologique n'est pas forcément naturel.**

D'une part, l'appellation "vin biologique" est le fruit d'une évolution. Avant 2012, un vin bio signifiait uniquement que les raisins utilisés l'étaient.

Le processus de vinification, lui, n'était pas obligatoirement bio et le vin obtenu pouvait dès lors contenir des arômes artificiels, du sucre, ou tout autre composant ajouté ensuite. Après 2012, la législation européenne a évolué et a principalement imposé trois critères à respecter pour qu'un vin soit qualifié de biologique : la matière première, le raisin, doit être bio ; le chais ne peut contenir aucune trace de vin "non bio" ; et une série de pratiques altérant le caractère naturel du vin sont exclues, comme par exemple l'ultrafiltration.



# NATUREL ?

Le débat porte désormais sur l'utilisation du cuivre et du soufre, tous deux autorisés par l'agriculture biologique. Les vigneron·ne·s utilisent en effet des sulfites pour lutter contre les bactéries, et ainsi protéger et stabiliser le vin. Il est à souligner que les sulfites apparaissent naturellement lors du processus de fermentation. Tous les vins en contiennent donc, la question est de savoir quel est le niveau accepté.

De son côté, le "vin naturel" n'a pas de définition claire mais il va au-delà du bio. Ce qui caractérise les vigneron·ne·s du mouvement naturel, c'est d'abord un travail de la vigne différent, qui veut s'affranchir de toute prescription de l'agrochimie. Exit donc les additifs ou les levures artificielles. Ils privilégient les levures indigènes, c'est-à-dire déjà contenues par le raisin, et ne tolèrent le soufre qu'en très petites quantités. Pour ces vigneron·ne·s, le vin doit "se faire tout seul", leur rôle étant de l'accompagner dans son processus naturel.

Si le vin biologique peut globalement être conservé et servi comme un vin conventionnel, le vin naturel demande davantage de précautions. Plus naturel signifie en effet plus fragile, plus délicat, et parfois, plus difficile à aborder.

Plus que d'autres, le vin naturel doit se conserver à une température relativement fraîche. En effet, à la différence d'un vin contenant des sulfites faisant office de conservateurs, le vin naturel peut voir sa

fermentation reprendre dès que sa température augmente. Son goût sera alors altéré.

*"La législation européenne a imposé trois critères à respecter pour qu'un vin soit qualifié de biologique : le raisin doit être bio, le chais ne peut contenir aucune trace de vin 'non bio' et une série de pratiques altérant le caractère naturel du vin sont exclues."*

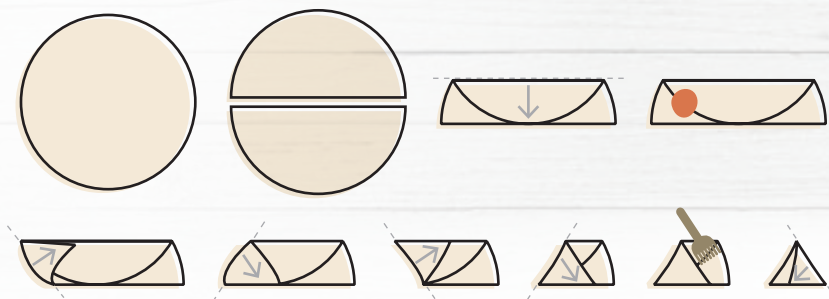
Une autre différence, et non des moindres, entre le vin bio et le vin naturel, c'est son aspect. On vous a servi ce vin naturel, et vous regardez maintenant votre verre en hésitant car il est trouble ? C'est normal et c'est même plutôt bon signe. Eh oui, cela signifie qu'il n'est ni filtré ni collé, c'est-à-dire qu'on ne lui a pas ajouté de blanc d'œuf, de gélatine ou de colle de poisson pour éliminer les particules en suspension. Son odeur vous semble inconfortable, trop naturelle justement ? Carafez-le et laissez-le s'oxygéner.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse de vin bio, naturel ou conventionnel, n'hésitez pas à goûter, à discuter avec votre caviste ou à fréquenter des bars à vin où on prend le temps d'expliquer et d'échanger. Et bien sûr, consommez toujours avec plaisir et modération ! Tchiiii ! ■

# LES FEUILLES DE BRICK, ÇA C'EST VRAIMENT CHIC



Le véritable challenge des feuilles de brick, c'est de pouvoir les **PLIER**. Entraînez-vous, et puis déclinez-les de toutes les façons !



## LA CUISSON

- **Au four** pendant 15 minutes
- **A la poêle** dans de l'huile bien chaude pendant 7 minutes

## LES COMBINAISONS POSSIBLES



### À L'ORIENTALE

Viande de bœuf  
Oignon haché  
Coriandre  
Persil  
Petits dés de pommes  
Amandes effilées  
Cumin, cannelle, gingembre



### À LA BELGE

Bette  
Champignons (des bois !)  
Fromage de chèvre  
Thym  
Ail  
Noix de muscade



### POISSON

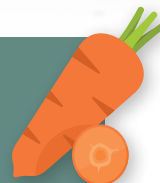
Saumon fumé  
Poireau (précuit au beurre et au citron)  
Fromage blanc  
Oignon  
Aneth



### SUCRÉ

Compote de pommes  
Noix  
Miel

## ILS SONT AUSSI DE SAISON ...



Pomme, poire, raisin, framboise, aubergine, bette, betterave rouge, brocoli, carotte, céleri, champignon, chicon, chou, chicorée, épinard, germes de soja, haricot, laitue, mâche, navet, oignon, pleurote, poireau, pomme de terre, potiron, radis noir, rutabaga, salsifis, tomate



# CALENDRIER

OCTOBRE > DÉCEMBRE 2017

**21**  
**10**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / Les clés de la cohésion d'équipe  
Espace Kegeljan  
Avenue de Marlagne, 52 – 5000 Namur

**09**  
**11**  
**17**

GEF  
**WORKSHOP**  
"Blockchain & Commons"  
Barricades  
Place des Barricades, 1 – 4<sup>e</sup> étage  
1000 Bruxelles

**18**  
**11**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / Mes émotions, des alliées pour mieux agir  
PLI Training  
Rue de la Science, 4 – 6000 Charleroi

**16**  
**12**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / Comment organiser efficacement ses documents  
Espace Kegeljan  
Avenue de Marlagne, 52 – 5000 Namur

**21**  
**10**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / Ecrire pour les médias d'aujourd'hui  
Espace Kegeljan  
Avenue de Marlagne, 52 – 5000 Namur

**06**  
**17**  
**11**  
**17**

ONU  
**COP 23**  
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques  
Bonn

**18**  
**11**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / De mon jardin au parlement : brève histoire de l'écologie politique  
PLI Training  
Rue de la Science, 4 – 6000 Charleroi

**16**  
**12**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / Zéro déchet, c'est possible !  
Espace Kegeljan  
Avenue de Marlagne, 52 – 5000 Namur

**25**  
**+26**  
**11**  
**17**

ECOLO  
**DISTRIBUTION DES PETITS FRUITIERS**  
Dans vos communes

**16**  
**12**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / Petits conseils pratiques pour mieux animer vos réunions  
Espace Kegeljan  
Avenue de Marlagne, 52 – 5000 Namur

**21**  
**10**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / Bien planifier l'organisation d'un événement  
Espace Kegeljan  
Avenue de Marlagne, 52 – 5000 Namur

**18**  
**11**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / Quelles énergies renouvelables dans le travail ? Les enjeux de la motivation  
PLI Training  
Rue de la Science, 4 – 6000 Charleroi

**03**  
**12**  
**17**

ECOLO  
**ECOLAB**  
Revenu de base  
Lieu à confirmer  
Bruxelles

**16**  
**12**  
**17**

ETOPIA  
**SAMEDI D'ETOPIA**  
FORMATION / La créativité sous toutes ses formes  
Espace Kegeljan  
Avenue de Marlagne, 52 – 5000 Namur



## ERRATUM

Créons Demain N°3, p.15 sur le roaming


Le tarif international (avec surcoût) ne s'applique qu'aux appels de la Belgique vers l'étranger. Étant à l'étranger, les appels faits dans ce même pays (ou dans un autre pays UE) échappent désormais aux frais d'itinérance et n'entraînent donc pas de surcoût.



# DEVENIR MEMBRE D'ECOLO

Comme nous, vous êtes préoccupé(e) par l'avenir de nos enfants et de la planète ? Comme nous, vous pensez qu'il ne faut pas donner les clés de nos démocraties aux multinationales ? Comme nous, vous êtes révolté(e) par l'augmentation des inégalités, ici et ailleurs ? Comme nous, vous défendez un système politique plus éthique, où l'intérêt général l'emporte sur les intérêts individuels ?

ALORS, COMME DE NOMBREUX CITOYENS, FAITES LE PAS ET REJOIGNEZ-NOUS !

Devenir membre par téléphone : 081 24 23 69 ou via internet : [www.ecolo.be/devenir-membre](http://www.ecolo.be/devenir-membre) 

NOM .....

PRÉNOM .....

VOUS SOUHAITEZ QU'ON S'ADRESSE À VOUS AU  MASCULIN /  FÉMININ

DATE DE NAISSANCE .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... LOCALITÉ .....

TÉLÉPHONE .....

E-MAIL .....

À RENVoyer À: **ÉCOLO** – Avenue de Marlagne 52 – 5000 Namur

Les coordonnées seront également transmises au groupe régional et – lorsqu'il existe – au groupe local correspondant à mon domicile. Nous utilisons les coordonnées que vous nous communiquez pour vous informer de l'actualité d'Ecolo. Vous pouvez à tout moment nous demander de les consulter, les modifier ou les supprimer en écrivant à [service.fichiers@ecolo.be](mailto:service.fichiers@ecolo.be).

**COTISATION:** 30 € pour un membre isolé, 25 € par membre lorsqu'il y a plusieurs membres à une même adresse, 15 € pour les moins de 23 ans, les étudiants, les bénéficiaires d'allocations sociales et les pensionnés, 10 € pour ceux qui deviennent membre pour la toute première fois. À verser sur le compte BE86 5230 8054 6350

